

<https://www.pressegauche.org/Minibudget-Des-investissements-supplementaires-immédiats-nécessaires-pour-contrer-la-crise-du-logement-et-faire-lever-de-terre-des-milliers-de-logements-sociaux-et-communautaires>



Minibudget : Des investissements

supplémentaires immédiats nécessaires pour contrer la

crise du logement et faire lever

Publication date: dimanche 21 novembre 2021

de terre des milliers de logements sociaux et

communautaires

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

- Communiqués -

MONTRÉAL, le 21 nov. 2021 - Alors que plusieurs villes viennent de se doter d'objectifs clairs de réalisation de plusieurs milliers de logements sociaux et communautaires au sortir de la campagne électorale municipale, les attentes envers le minibudget qui sera déposé le 25 novembre sont grandes dans le milieu communautaire en habitation. L'Association des groupes de ressources techniques du Québec (AGRTQ), la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), la Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ), le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH) sonnent l'alarme : si le ministre des Finances ne prévoit pas d'investissements supplémentaires immédiats, les centaines de nouveaux logements sans but lucratif, coopératifs et publics attendus dans plusieurs régions du Québec devront encore attendre.

Les regroupements s'inquiètent du sort de dizaines de milliers de ménages locataires actuellement forcés de vivre dans des logements trop chers, insalubres, non-sécuritaires ou à vivre en hébergement temporaire durant des mois en l'absence de solution permanente. Pourtant ces réalités ne figurent pas parmi les priorités gouvernementales.

Les regroupements s'inquiètent également de l'insécurité résidentielle grandissante qui affecte de plus en plus de locataires craignant les évictions frauduleuses. Alors que les besoins augmentent, et que déjà des milliers de ménages doivent attendre pendant des années pour avoir accès à un logement subventionné, il y a de moins en moins d'alternatives pour les locataires qui cherchent à se loger décemment. Selon un sondage mené par la firme Léger à l'initiative du RQOH en mai dernier, 84 % des Québécois et Québécoises considèrent que l'accès suffisant au logement abordable et sécuritaire pour les populations vulnérables est problématique à l'heure actuelle et 92 % croient que le gouvernement du Québec est l'acteur qui devrait assumer le plus grand leadership dans la crise du logement.

Sans une nouvelle programmation dans AccèsLogis, qui permettrait au développement de nouveaux projets de s'amorcer, le FRAPRU, l'AGRTQ, la CQCH, le RQOH et la FLHLMQ craignent que les crises du logement vécues par les locataires, alimentées par la pénurie de logements locatifs, la spéculation immobilière et la hausse rapide du coût des loyers disponibles sur le marché privé, se poursuivent. Selon eux un tel choix politique serait absolument inadmissible, alors que le Québec a tous les outils à portée de main. Les groupes rappellent que, depuis les 3 derniers budgets, seulement 500 nouvelles unités de logement social qui n'étaient pas déjà programmées ont été financées pour l'ensemble du Québec. Depuis l'élection de la Coalition avenir Québec, à peine 3 750 unités ont été réalisés, malgré la promesse d'en livrer 15 000, en attente d'un financement adéquat pour être livrées

Alors que les propos publics récents de la ministre de l'Habitation laissent croire que Québec voudrait faire plus de place au financement du secteur privé à but lucratif, reprenant ainsi le modèle des programmes fédéraux, dont les résultats sont peu probants, les 5 organisations rappellent que le seul logement abordable pérenne, est le logement social et communautaire, qu'il soit public et à loyer modique, coopératif ou sans but lucratif. Elles insistent par ailleurs sur le fait que ces 3 formules sont nécessaires pour répondre à la diversité des besoins actuels : ceux des familles à modestes revenus qui ne trouvent pas de logements de taille suffisante à un prix qui correspond à leur capacité de payer, des femmes victimes de violence conjugale, des personnes âgées, des personnes en situation d'itinérance, des Autochtones vivant en milieu urbain, etc. Pour l'AGRTQ, la CQCH, le FRAPRU, la FLHLMQ et le RQOH, les fonds publics ne doivent pas servir à financer des projets dont les retombées sociales et la pérennité de l'abordabilité ne sont aucunement garantis.